

# Pour un Belge sur deux, « le pouvoir d'achat baisse »

## Le Grand Baromètre

LE SOIR INFO Ipsos

Durant l'année écoulée, les Belges ont eu mal à leur portefeuille. Un peu plus de la moitié d'entre eux, selon notre sondage, estiment en effet que le pouvoir d'achat a baissé; et seul un Belge sur dix se félicite de l'avoir vu augmenter.

Les différences entre les Régions sont très différentes, en particulier entre le sud et le reste du pays. En Wallonie, le pourcentage de sondé(e)s indiquant une baisse du pouvoir d'achat frôle en effet les 70 %.

Le constat est le plus marqué parmi les personnes interrogées qui se disent proches des partis de gauche, PS et PTB (74 % et 79 %, respectivement). Il est prégnant également pour les électeurs de Défi (73 %) et, dans une mesure moindre, pour ceux d'Ecolo et du CDH. En revanche, seuls 44 % des personnes sondées proches du MR estiment que leur portefeuille a minci durant l'année écoulée.

Au nord du pays, les choses sont très différentes: un peu moins de la moitié seulement des sondé(e)s disent avoir vu leur pouvoir d'achat baisser.

Proportionnellement, ils sont

plus nombreux parmi les personnes qui se disent proches du PTB-PVDA (62 %) et du SPA (53 %).

À l'inverse, les sympathisants du parti libéral (Open VLD) et du parti nationaliste (N-VA) sont, proportionnellement, les moins nombreux à déplorer une baisse – respectivement 33 et 40 %.

Si Bruxelles occupe une position intermédiaire, c'est aussi la Région du pays où une proportion plus importante de personnes sondées estiment que leur pouvoir d'achat a augmenté.

Les Belges ne sont ni plus ni moins optimistes ou pessimistes pour l'année prochaine. Les

pourcentages de personnes sondées estimant que leur pouvoir d'achat va augmenter, rester stable ou baisser en 2019 sont, à peu de chose près, identiques à l'expérience de l'année qui s'achève.

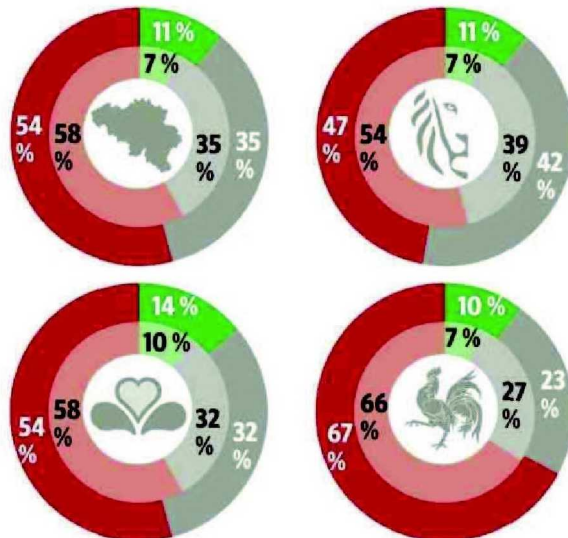
Autrement dit: nos concitoyens, concernant leurs portefeuilles, prévoient une année nouvelle assez similaire à 2018.

Et pour les fêtes de fin d'années, la toute grande majorité a prévu de ne pas dépenser plus que l'an dernier – dont une proportion non négligeable (39 %), en particulier au sud du pays (48 %), annonce vouloir dépenser moins. ■

D.B.

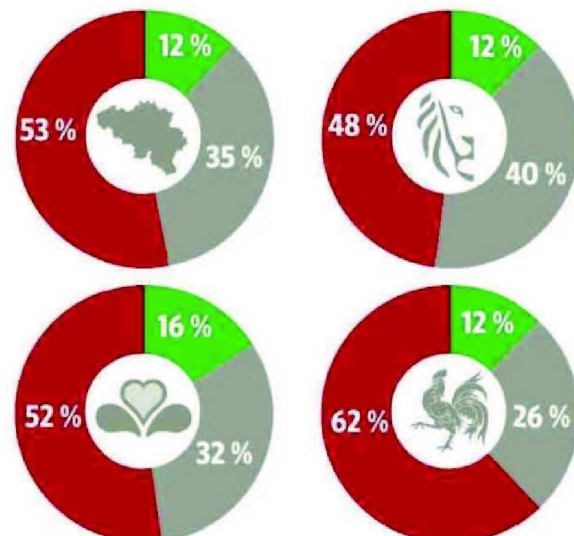
## Durant l'année écoulée estimez-vous que votre pouvoir d'achat...

a augmenté    est resté stable    a diminué  
 12/2018    12/2018    12/2018  
 05/2016    05/2016    05/2016



## Selon vous, en 2019, votre pouvoir d'achat va...

augmenter    rester stable    diminuer



**FISCALITÉ****Les sympathisants Ecolo aussi**

Les revendications des « gilets jaunes » ont eu un écho certain en Belgique - et pas seulement auprès de ceux qui sont allés manifester. Plus de 7 Belges sur dix, selon notre sondage, estiment en effet que le gouvernement doit réduire les taxes sur le diesel.

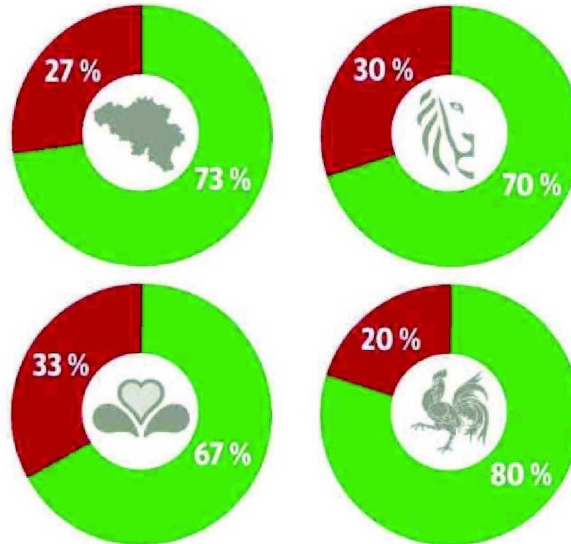
La différence est significative entre la Wallonie d'un côté, et Bruxelles et la Flandre de l'autre. 80 % de Wallons revendiquent en effet une baisse, soit de 10 à 13 points de pourcentage de plus que dans les deux autres Régions. Faut-il y voir l'effet d'une richesse moindre et d'une couverture plus lâche en transports en commun dans le sud du pays ?

Plus surprenant, le souhait de voir réduite la fiscalité sur le diesel est partagé par 60 % des sympathisants des partis écologistes, aussi bien Ecolo côté francophone (60 %) que Groen côté flamand (59 %).

D.B.

**Est-ce que le gouvernement doit diminuer les taxes sur le diesel ?**

■ Oui ■ Non

**MÉTHODOLOGIE**

Cette vague de 2.532 répondants, formant des échantillons représentatifs des Belges de 18 ans et plus à raison de 1.003 en Wallonie, 998 en Flandre et 531 dans les 19 communes de la Région Bruxelles-Capitale, a été réalisée du 27 novembre au 4 décembre 2018.

Les interviews ont eu lieu en ligne. La marge d'erreur maximale, pour un pourcentage de 50 % et un taux de confiance de 95 % est de  $\pm 3,1$  en Wallonie et en Flandre et de  $\pm 4,3$  à Bruxelles. Affiliations : Esomar, Consumer Understanding Belgium.

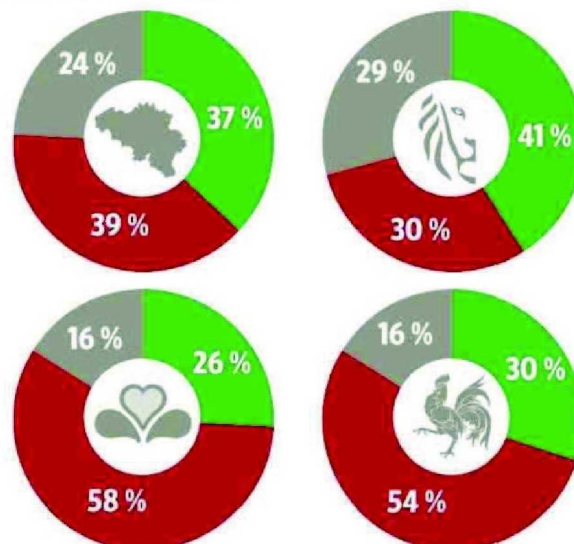
**COALITION****Les francophones ne veulent pas d'un gouvernement PS/N-VA**

On parle beaucoup ces derniers jours du divorce entre N-VA et MR. Olivier Chastel, le président des bleus, a cependant assuré qu'une réconciliation était possible. Il envisage même un remariage après les élections de mai prochain. Il faudra pour cela que les électeurs lui en donnent la possibilité. Mais si finalement ils décidaient de faire du PS le premier parti, l'obligeant à devoir négocier avec la N-VA ? Selon notre grand baromètre, 39 % des Belges jugent qu'une alliance des rouges avec les nationalistes serait une mauvaise idée. Notez que pratiquement, un quart de la population n'a pas d'avis sur la question. On notera toutefois que Flamands et francophones ne sont pas sur la même longueur d'onde : les Bruxellois (58 %) et les Wallons (54 %) sont clairement contre.

MAXIME BIERMÉ

**Si la N-VA est le plus grand parti flamand et le PS le plus grand parti francophone lors des prochaines élections fédérales, ces deux partis doivent-ils monter dans le gouvernement fédéral ensemble ?**

■ Oui ■ Non ■ Sans avis



# monarchie Pour 71 % des sondés, Albert II devrait reconnaître Delphine Boël comme sa fille

La saga Delphine Boël est loin d'être terminée. Le procès entamé voici cinq ans par celle qui affirme être la fille biologique d'Albert II a connu un important rebondissement en octobre dernier : la Cour d'appel de Bruxelles a contredit le tribunal de première instance en jugeant que Jacques Boël n'est pas le père de Delphine et en demandant à l'ex-roi de se soumettre, pour février, à une expertise génétique.

Pour l'heure, on ne sait toujours pas si Albert acceptera ce test ADN. Ni si ses avocats se pourvoieront ou non en cassation contre ce jugement d'appel.

La vérité judiciaire n'est donc pas encore dite, tant s'en faut. S'il n'y a pas de pourvoi en cassation ou si la Cour de cassation confirme le jugement en appel, le deuxième volet de l'action judiciaire pourra s'ouvrir : Jacques Boël n'étant plus légalement le père de Delphine, celle-ci pourra entamer sa recherche judiciaire de paternité envers Albert II.

## Les Flamands plus favorables que les Bruxellois

Mais l'opinion publique a manifestement déjà tranché. Pour 71 % des personnes sondées dans notre Grand baromètre, Albert II doit reconnaître Delphine Boël comme sa fille.

Une opinion largement majoritaire dans les trois Régions du pays, mais avec des différences significatives.

Ainsi, ce sont les Flamands, traditionnellement les moins royalistes désormais, qui jugent

le plus massivement que l'ex-roi devrait avouer sa paternité : 76 %.

Et ce sont les Bruxellois, généralement les plus favorables à la monarchie dans nos sondages, qui sont les moins enthousiastes à cet égard : 59 % se prononcent en faveur de cette reconnaissance royale. Les Wallons se situent entre les deux, avec 62 %, sachant que c'est aussi au sud du pays que l'on trouve le plus de « sans avis ».

## Des variations partisanes

Et l'on peut encore affiner les résultats en fonction des intentions de vote des sondés. Ce sont ceux qui se déclarent électeurs du PVDA (le PTB flamand, 87 %), de la N-VA (83 %), du SPA (81 %) et du Vlaams Belang (79 %) qui sont les plus favorables à cette reconnaissance par Albert. Et les électeurs du PP (55 %), du MR (58 %) et d'Écolo (59 %) qui le sont le moins. Les autres sont dans les 60 % (sauf Groen à 75 %).

En 2013 déjà, un sondage rapide, effectué à la demande de Sudpresse auprès de 500 personnes, avait montré que 80 % des personnes interrogées jugeaient qu'Albert II devrait reconnaître Delphine Boël comme sa fille. Autant de baromètres qui ne devraient guère influencer l'ex-roi.

Jusqu'ici, par la voix de ses avocats, Albert s'en est tenu à sa ligne : Delphine n'est pas sa fille. L'avenir dira s'il change d'avis sur le tard... ■

MARTINE DUBUISSON

## Si Delphine Boël est la fille cachée du roi Albert, doit-il la reconnaître ?

Oui Non Sans avis

